



**Déclaration liminaire du  
SNUipp-FSU 62  
au CDFC du 15 juin 2021**

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CDFC,

Comme toute notre société, l'école aura été violemment bousculée depuis plus d'un an, entre confinements et déconfinements successifs. Lors du dernier CDFC d'octobre, nous rappelions que les personnels étaient restés seuls pour prendre le temps d'appriivoiser, de tester, d'expérimenter, et d'adapter des applications méconnues jusque-là, pour les proposer à leurs élèves.

Et malgré le précédent confinement du printemps dernier, la dernière période de fermeture des écoles en avril a permis de constater une nouvelle fois l'impréparation du ministère : de nouveau, la plateforme du CNED et les différents ENT ont connu de nombreux dysfonctionnements, et les personnels ont de nouveau dû se débrouiller comme ils le pouvaient.

96% des collègues affirment s'être constitué des ressources par leurs propres moyens. C'est ce qu'a notamment révélé l'enquête Harris pour le SNUipp-FSU sur le vécu des enseignant-es durant le premier confinement. Pour mettre en place cette école à distance, pour penser ce lien inédit, il a fallu tout apprendre sur le tas. 84% des collègues interrogé-es déclarent s'être auto-formés en ligne. Pour autant, les professeur-es des écoles sont 95% à réclamer une meilleure formation continue.

Car dans ce contexte de crise sanitaire, plus que jamais, il aura été montré la nécessité du collectif dans le processus d'apprentissage des élèves, comme dans le processus de construction des apprentissages pensé par les enseignant-es. La formation en ligne seule, ne constitue pas un véritable levier dans l'évolution voire la remise en cause des pratiques pédagogiques. Les enseignant-es demandent de la confrontation, du débat, de l'échange dans le cadre d'un travail collectif, d'un travail d'équipe.

Mais loin de répondre aux attentes des professeur-es des écoles, le Ministre nous a imposé un nouveau cadre de formation continue des enseignant-es du primaire, où les évaluations nationales standardisées sont mises au cœur du dispositif. L'analyse des besoins et la constitution des groupes désormais appelés constellations, se fait donc à la lumière des résultats aux évaluations nationales... Pourtant, ces évaluations sont plus que controversées et très contestées par la profession. Nos collègues ne s'y plient qu'à regret et de peur d'être sanctionné-es, soyons-en certain-es... Elles sont décriées notamment parce que très orientées. Nous avons donc au final un plan de formation dit à l'esprit "horizontal", au plus près du terrain mais qui s'appuie en fait sur un dispositif vertical. La mise sous tutelle hiérarchique des enseignant-es comme des formateurs et formatrices, est donc affirmée.

Pour le SNUipp-FSU, la formation continue doit contribuer à la lutte contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire. Elle ne peut en aucun cas se confondre avec

l'accompagnement des réformes relevant le plus souvent du formatage. La centration sur « les fondamentaux » ne permet pas un enseignement satisfaisant de l'ensemble des programmes ; compromettant ainsi la démocratisation de la réussite.

Toutes les recherches montrent que les formations informatives et/ou modélisantes n'apportent rien. Les seules actions de formation continue efficaces sont des formations-action, réflexives, définies à partir des besoins, de la demande et non à partir d'offres pré-établies, purement institutionnelles.

A ce titre, le cas du Plan Académique de Formation (PAF) est parlant. Ce dispositif, qui permet aux collègues de candidater à des offres de formation selon leurs besoins, est plébiscité par les collègues du 2nd degré, mais très peu utilisé par les collègues du 1<sup>er</sup> degré.

Ainsi, cette année, près de 93 % des candidatures au PAF sont venues de collègues du 2nd degré, contre seulement 3 % venues de collègues du 1<sup>er</sup> degré ! Les explications du rectorat sont claires : la plupart des formations sont imposées aux collègues dans le 1<sup>er</sup> degré, et les personnels du primaire ne candidatent pas car ils savent qu'ils ne seront sûrement pas remplacés... L'Administration reconnaît donc que le manque de personnels est une réalité !

Lors du groupe de travail sur le PAF du 3 mai 2021, le rectorat nous a également indiqué que la formation dans le 1<sup>er</sup> degré est déléguée en grande partie aux DSDEN. Dans ce cas, pourquoi ne pas s'inspirer de ce modèle, en permettant aux collègues de candidater et de participer à des formations qui conviennent à leurs besoins ? Pourquoi ne pas faire confiance aux collègues à ce sujet ?

Pour ce qui est de la formation initiale, malgré la crise sanitaire, le Ministre a poursuivi, voire accéléré la réforme de la formation des enseignant-es et ce qui arrive à la rentrée n'est pas sans nous inquiéter :

- une formation centrée sur les « fondamentaux » ;
- des étudiant-es alternant-es qui seront en responsabilité de classe une journée par semaine en M2, ce qui ressemble surtout au recours à une main d'œuvre bon marché ;
- le recul d'un an de la place du concours qui ne va qu'accroître le manque d'attractivité de notre métier : combien d'étudiants vont pouvoir financer 5 années d'études sans avoir la garantie d'être recruté-e à la fin ?

C'est un tout autre projet que porte le SNUipp-FSU pour la formation initiale. Le syndicat revendique des pré-recrutements dès la L1 et à tous les niveaux du cursus, un concours placé en fin de L3 suivi d'une formation initiale professionnelle de deux ans, rémunérée, sous statut de fonctionnaire stagiaire et validée par un master. Des stages qui doivent s'inscrire dans une logique de formation pleinement articulée à l'INSPE et inclure des temps de préparation et d'analyse de pratiques permettant de découvrir tous les cycles. Des stages de longue durée (stages massés) qui permettraient aux fonctionnaires stagiaires de découvrir l'ensemble des cycles et qui répondraient aux attentes de nos collègues qui pourraient partir plusieurs semaines en formation continue en donnant ainsi le temps nécessaire pour acquérir une réflexivité sur les pratiques tout en réactualisant les connaissances sur les apprentissages des élèves.

Le SNUipp-FSU réclame enfin une première année de titulaire à mi-temps en classe qui permettrait de construire des compléments didactiques et disciplinaires, pour s'exposer à l'analyse de pratique, ainsi que la poursuite de la formation initiale en T2.